

Türkiye'nin Ceylanı

*Gazelle de la Turquie



~ p. 1 et 8 ~

Ce n'est pas en cassant le thermomètre
qu'on fait tomber la fièvre

Nicolas de Laubier

~ p. 8 ~

En mémoire de Serif Mardin

Nicolas de Laubier et Nicolas Gastineau

~ p. 9 ~

«We live in a bad
neighborhood»

Nicolas Gastineau

~ p. 10 ~

Syrians in Istanbul, caught
between realities

Helen Mackeath

~ p. 16 ~

Il ne faut pas confondre
kurdes et kurdes

Pauline Adam

Editorial

..... Numéro 19 - Hors Série Novembre-Décembre 2017

La Turquie est sous le feu des projecteurs. Crise migratoire, tension sécuritaire, autoritarisme croissant, tentative de coup d'Etat, journalistes embastillés, destin du peuple kurde : ces sujets inquiètent le lecteur occidental en même temps qu'ils le fascinent: «sommes-nous en train de perdre la Turquie ?» s'interrogeait déjà anxieusement *Le Monde* en octobre 2009.

Et c'est aux journalistes et aux intellectuels de satisfaire à l'inquiète curiosité. Ils se livrent donc devant un public occidental peu aguerri à une compétition sémantique sous haute tension : panislamisme, dictature poutinienne, néo-ottomanisme, sultanat, une surenchère de superlatifs dans un climat international angoissé. L'héritage islamique du Parti de la Justice et du Développement (AKP), identité éminemment polémique et sujette aux pires raccourcis conceptuels, devient même sous certaines plumes la preuve de l'écriture d'un nouveau chapitre du "choc des civilisations".

Mais la Turquie que nous avons découverte ces dernières années, la Turquie des mobilités internationales et des recherches de terrain, la Turquie des parties de *tavla* et des *bayram* en famille, la Turquie dont nous avons fait l'expérience sensible, celle-là ne se laisse pas lire si facilement. Elle s'ingénie même à échapper à toutes les "logiques" a priori que l'on voudrait lui assigner. L'enjeu de ce Hors-Série est d'en faire la démonstration.

Le seul qualificatif que l'on cédera sans hésiter aux contempteurs de la Turquie est qu'elle est profondément fracturée, et c'est précisément cette caractéristique qui rend impossible sa mise en catégorie : la Turquie n'est pas islamique ou laïque, la Turquie n'est pas occidentale ou orientale, la Turquie n'est pas démocratique ou dictatoriale, elle se trouve tiraillée entre ces pôles antagonistes et son histoire politique récente fait le récit de ce déchirement.

Pour ouvrir ce Hors-Série, revenons sur qui constitue l'ossature politique et idéologique de la République de Turquie : l'idéologie kémaliste, du nom de son fondateur, Mustafa Kemal "Atatürk". L'injonction que fait Atatürk à la politique turque est implacable : un laïcisme militant mené au nom d'un nationalisme inconditionnel par un État centralisateur.

Et il se trouve que cette théorie et cette pratique du pouvoir ont généré une série de phénomènes et d'institutions "en trompe-l'oeil", qui, si elles ressemblent à s'y méprendre à certaines conceptions politiques



Helen Mackreath - Istanbul, Septembre 2016

auxquelles nous sommes habitués, ne doivent pas être appréhendées au travers du prisme politique français. Donnons-nous ici des armes pour éviter cet écueil et tenter de saisir la singularité du cas turc.

La question qui interpelle le plus le lecteur hexagonal est, pour des raisons historiques évidentes, la place de la laïcité en Turquie. La France et la Turquie sont les deux seuls pays au monde à avoir inscrit la laïcité dans leur Constitution. Cela n'implique pas pour autant que l'insertion des valeurs laïques dans le champ des luttes politiques en Turquie se fait selon le même modèle qu'en France. En Turquie, on pourrait croire que la défense de la laïcité est une valeur de gauche quand l'identité religieuse conservatrice d'Erdoğan en fait l'équivalent d'un conservateur de droite. Tout en admettant ce dernier point, permettons-nous de poser ceci brutalement: les laïcs turcs ne sont pas exactement des démocrates. La laïcité *a la turca* a été imposée dans la violence et l'autorité par les institutions kémalistes, dans une logique ultra-centralisatrice de type jacobine et souvent au mépris du fonctionnement normal de la démocratie parlementaire (coups d'Etat successifs en 1960, 1971, 1980 et 1997). Les partis de l'islam politique turc, dans l'opposition, étaient régulièrement dissous si leur contenu déplaisait à l'establishment kémaliste, et leurs dirigeants enfermés. Concernant les minorités, qu'ils s'agissent des Kurdes ou des Alévis, elles n'avaient pas le droit de cité dans la Turquie du CHP, parti fondé par Atatürk. La répression de leurs formations politiques ou des mouvements activistes de l'ultra-gauche par l'armée nous indiquent en fait

une vérité indiscutable. L'autoritarisme n'a pas eu de couleur politique en Turquie, il a été tantôt kémaliste, tantôt AKP: en un mot il a été permanence.

Mécaniquement, le lecteur européen s'identifie plus volontiers aux milieux kémalistes, les "Turcs blancs", et rejette dans l'orient lointain ces "Turcs noirs", ces anatoliens attachés à leur identité musulmane, les électeurs de l'AKP. Pourtant, c'est depuis 2002 ce même AKP qui a été le fer de lance de l'intégration européenne quand l'establishment kémaliste a au contraire constamment cherché à entraver le processus d'adhésion. Il s'agissait pour cette élite de résister aux exigences libérales et constitutionnelles qu'implique un tel processus car il mettait en danger l'emprise institutionnelle du kémalisme sur la République de Turquie.

Ainsi, il y a dans la politique turque quelque chose de dangereusement trompeur. Un faisceau de données fondamentalement contre-intuitives qui nous invite à la prudence et rend plus urgent que jamais l'application d'un principe de précaution qui est, en définitive, un principe de modestie. Défaussons-nous donc de notre ethnocentrisme pour partir explorer le monde turc. C'est ce voyage, des soubresauts de la diplomatie turque au Moyen Orient aux rues bondées des quartiers syriens d'Istanbul, des geôles où les journalistes attendent leur sentence aux montagnes kurdes de l'Est anatolien, que la Türkiye'nin Ceylanı (la Gazelle de Turquie) vous propose ici d'accomplir.

— Nicolas de Laubier et Nicolas Gastineau

Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait tomber la fièvre

Suite de la page 1.

Cet article a été écrit à la suite d'échanges approfondis avec Marie Jégo, correspondante du journal Le Monde en Turquie et Erol Önderoğlu représentant de Reporters Sans Frontières en Turquie lors d'entretiens à Istanbul en Août 2017.

Assimiler les journalistes de la presse indépendante à des "groupes terroristes" (en particulier au PKK ou au mouvement Gülen) est devenu un élément de langage partagé à la fois par le pouvoir, la justice et les médias proches de la ligne gouvernementale. Il s'agit en fait de délégitimer tout espace médiatique d'opposition et de critique. Pour un journaliste, travailler sur le Kurdistan devient une périlleuse mission comme le souligne Erol Önderoğlu : "Il devient impossible de s'informer correctement sur la situation de la région si on ne peut plus entrer en contact avec des groupes qui sont proscrits par le régime parce que accusés de complicité avec le PKK". Vouloir expliquer la situation kurde, c'est se voir aussitôt accusé de soutenir des terroristes.

Cette réalité dramatique s'inscrit dans un processus à l'œuvre depuis de nombreuses années, et qui se déploie dans l'ombre : le rachat quasi-systématique des grands médias par des magnats proches du pouvoir à la tête de conglomerats d'entreprises des secteurs du bâtiment, de l'énergie ou des transports. Les conflits d'intérêt sont permanents, dans un pays où l'attribution des marchés n'est guère transparente et où l'Etat entreprend régulièrement des projets colossaux, notamment à Istanbul (troisième pont, troisième aéroport, nouvelles lignes de métro, ...).

La loi qui limitait initialement le nombre de médias appartenant à une même société a été considérablement adoucie depuis 2002 : aujourd'hui sept des dix propriétaires de chaînes de télévision nationales les plus regardées ont des rapports directs avec le Président Erdoğan.

La singularité de la situation actuelle en Turquie ne réside donc pas tant dans la mainmise des oligarques sur les médias (phénomène relativement fréquent aussi bien en dictature qu'en démocratie) mais bien plutôt dans la vassalisation de ces oligarques médiavores par le pouvoir politique.

Par ailleurs, le fait que l'Etat turc soit un grand pourvoyeur de publicité renforce les comportements d'autocensure. Ainsi, lors des événements de Gezi Park, la plupart des chaînes de télévision ont préféré diffuser des documentaires animaliers plutôt que de prendre le risque d'en-

voyer leurs journalistes sur place et de perdre ainsi une part de leurs recettes publicitaires. En réplique à cette censure, les militants de Gezi Park ont ironiquement diffusé une icône de pingouin. Le symbole du journaliste turc que l'autocensure a rendu manchot est en effet éloquent.

Les politiques liberticides à l'égard de la presse s'intègrent dans un contexte plus large de mainmise accrue du pouvoir sur des pans de plus en plus larges de la société. Comme le souligne Marie Jégo, par beaucoup d'aspects, on ne peut manquer de faire le parallèle avec la Russie de Poutine. A première vue, cela saute aux yeux qu'un même culte de la personnalité les unit. Mais Erdoğan trouve sans doute également en Poutine une source d'inspiration féconde lorsqu'il décide de confisquer les biens des opposants au profit de fonds de pension, de créer des groupes de jeunesse en soutien au gouvernement ou d'accuser les ONG qui reçoivent des subventions de l'étranger d'être des agents de l'étranger.

Ce parallèle trouve toutefois rapidement ses limites.

Les Turcs cultivent depuis 1946 une tradition du vote démocratique dans un cadre multipartite malgré des irrégularités électorales épisodiques et surtout les expériences traumatiques des quatre coups d'Etat. En dépit de ces errements, la participation des masses au sein de la vie publique est ainsi davantage ancrée dans l'imaginaire collectif qu'en Russie où il n'y a jamais véritablement eu de période démocratique ni d'élections libres.

Les réformes engagées depuis le début des années 2000 en vue de l'adhésion à l'Union européenne ont contribué à l'émergence d'une société civile particulièrement dynamique, avec à la fois des ONG internationales très présentes et un réseau vivace d'ONG locales. Cela n'empêche qu'elles sont aujourd'hui victimes de tentatives de déstabilisation de la part du pouvoir qui a également, comme en Russie, créé son propre réseau d'ONG.

La société turque dispose d'un maillage social solide et de réseaux de solidarité qui se déclinent dans de multiples registres (familial, religieux, culturel...). Elle semble à la fois plus organisée en réseaux et disposant d'une plus grande diversité de pensée, et est ainsi moins réceptive à un message univoque véhiculé par le pouvoir.

La Turquie peut aujourd'hui compter sur une abondante jeunesse urbaine : éduquée et dynamique, elle ne compte plus sur les contre-pouvoirs institutionnels et média-

tiques traditionnels pour défendre son désir de modernité et de démocratie face aux forces conservatrices.

C'est cette jeunesse adepte des réseaux sociaux qui a fait parler d'elle lors des événements de Gezi Park et qui sait développer de nouvelles manières de s'informer et de débattre. De nombreux médias en ligne ont été créés. C'est le cas du média 140journos créé par des étudiants en 2012 pour informer sur un massacre au Kurdistan dont les médias traditionnels n'avaient guère parlé. Si ces derniers ont su occulter la vérité, les médias en ligne savent aujourd'hui assurer son nécessaire dévoilement, du moins parmi une nouvelle génération qui a montré sa capacité de résilience dans un contexte aussi contraint.

Ils sont l'illustration quotidienne de la vanité dont se rend coupable le pouvoir : ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait tomber la fièvre.

- Nicolas de Laubier



En mémoire de Şerif Mardin

Şerif Mardin, considéré comme un des pères de la sociologie turque s'est éteint le 6 septembre dernier. Nous avons souhaités lui rendre hommage à travers les yeux de deux spécialistes français : Hamit Bozarslan et Olivier Roy.

Şerif Mardin est notamment connu pour son concept de périphérie, comprise comme la position de ceux n'étant pas au centre de la prise de décision. Cela s'applique notamment au dualisme entre les centres urbains, instruits, laïques et occidentalisés, dont le pouvoir était garanti par l'armée en opposition aux périphéries, à la fois les banlieues avec une population issue de l'immigration, les zones plus rurales et les villes de province, plus pieuses et qui n'avaient comme unique forme de représentation, que les partis musulmans et conservateurs. Il se trouve aujourd'hui que le "centre" historique a perdu son monopole de la décision politique au profit de la "périphérie".

Hamit Bozarslan (Directeur d'études à l'EHESS) et Olivier Roy (Profes-

seur à l'Institut Universitaire Européen de Florence) dressent le même constat : Şerif Mardin est une figure incontournable des études sur le Moyen Orient, mais il se voit marginalisé au sein de l'université turque. Le paradoxe même de sa position au sein du monde universitaire repose sur sa critique du kémalisme, dans un monde Akémaliste jusqu'au sectarisme. Il a montré que contrairement à la doctrine officielle, le kémalisme n'a pas été la voie unique vers la modernité. Il nie au kémalisme la rupture qu'il a toujours prétendu incarner dans l'histoire turque, préférant étudier les liens qui unissent l'Empire ottoman à la Turquie actuelle.

Figure d'un penseur libre et critique envers un modèle dominant et étouffant, il a été dépassé à partir des années 1990 quand les acteurs turcs de l'islamisme turc sont devenus autonomes et n'ont plus eu besoin de la bienveillance d'intellectuels laïcs.

— Nicolas Gastineau et Nicolas De Laubier

“We live in a bad neighborhood”

Cette phrase que les diplomates turcs se plaisaient à répéter à leurs homologues européens et américains n'était pas un innocent trait d'esprit qu'on s'envoyait d'un air entendu dans les chancelleries occidentales. C'était le produit idéologique de décennies de kémalisme, qui avait fait le récit d'un monde arabe – et par extension de tout le Moyen-Orient – chroniquement instable et indigne de confiance. Dans le narratif kémaliste, non seulement les populations arabes de l'Empire Ottoman ont contribué à la décadence du « génie turc », mais ils avaient de surcroît précipité sa chute lors des soulèvements arabes de la Première Guerre mondiale.

Ainsi, à l'exception des relations commerciales et stratégiques avec l'Etat d'Israël, il n'y avait rien pour les Turcs atlantistes au Moyen-Orient. Les relations avec les voisins orientaux étaient faites de frontières cadencées et de conflits plus ou moins gelés. L'omniprésence de ce paradigme sécuritaire était pour une part importante le fait de la toute-puissante armée kémaliste de l'époque, qui avait un intérêt économique à le maintenir (*via* ses grandes entreprises d'armement) et la capaci-



Laura Lafon -Kurdistan turc, Août 2013

été institutionnelle de le faire (*via* l'omnipotent Conseil de Sécurité Nationale qu'elle contrôlait, le MGK).

La fin du paradigme sécuritaire ?

En 2002, un parti nouveau-né triomphe aux élections législatives. C'est le parti de la *Justice et du Développement* (AKP), issu de la frange modérée de l'ancien parti islamiste (*Refah Partisi*), et qui revendique une identité hybride. À la fois héritière de l'islam politique et du conservatisme libéral, à la fois européiste et attachée aux traditions de l'Anatolie profonde, la formule AKP est une sorte de martingale politique pour cette Turquie coincée entre deux mondes.

La tentative AKP de renverser la norme régionale et de déconstruire le paradigme sécuritaire, un horizon jusqu'alors indépassable, repose sur trois piliers. D'abord, l'identité islamique et le référent ottoman de l'AKP ne font plus du

monde arabe et du Moyen-Orient une dangereuse banlieue, mais un *hinterland* indispensable. De plus, Ahmet Davutoğlu, architecte de la nouvelle politique étrangère turque, fait du libre-échange, de l'intégration régionale et de la circulation des personnes un facteur essentiel de la stabilité régionale. Plus encore, celui que les américains commencent à voir comme le « Kissinger turc » propose une métaphore qui va

«La Turquie a été condamnée à une vie politique dominée par l'enjeu sécuritaire par certains cercles»

- Ahmet Davutoglu

faire fureur dans les milieux diplomatiques turcs : la politique régionale de la Turquie doit être comprise comme un arc, et plus la corde sera tendue vers le Moyen-Orient, plus la flèche atterrira loin en Europe.

Se défendant des procès en néo-ottomanisme, Davutoğlu et les nombreux diplomates-chercheurs (Aras Bülent, Ibrahim Kalin, etc) qui constituent son cercle épistémique revendiquent plutôt une filiation libérale : ils citent l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, louent les mérites du *Pacte du Charbon et de l'Acier* et de l'*Espace Schengen*, et désirent être les inspirateurs d'une construction équivalente au Moyen-Orient. En 2010, Erdoğan annonce le rêve régional de la Turquie : créer un espace de libre-échange et de circulation des personnes qui inclurait la Turquie, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Symboliquement, il le nomme l'espace « Şamgen ».

La pénétration du monde arabe : lune de miel syrienne et retour au Moyen-Orient

Le rêve Şamgen passe par la Syrie. Porte d'entrée géographique, culturelle et économique du monde arabe, elle devient rapidement une cible prioritaire de la nouvelle stratégie de bon voisinage *a la turca*.

Et cela semble fonctionner. En octobre 1998, 4 ans avant l'arrivée aux affaires de l'AKP, l'armée turque menait un bras-de-fer avec Hafez El-Assad qui faillit dégénérer en guerre ouverte. Dix ans plus tard, les citoyens turcs et syriens sont bercés par le récit des vacances d'été à Bodrum du couple Erdoğan et du couple El-Assad. La raison de ce miracle ? La recette du “zéro problème avec les voisins” à la sauce Davutoğlu : commerce (l'accord de libre-échange en 2004), intégration régionale, libre-circulation, échanges universitaires, interactions culturelles (les traductions arabes des séries télévisées turques, souvent l'œuvre de sociétés de production syrienne, deviennent extrêmement populaires dans tout le monde arabe). Le cas de la pénétration turque en Syrie est en quelque sorte le reflet grossissant de ce qui se passait au même moment dans tout le monde arabe : Maghreb, Golfe persique, Liban, les centres culturels et les entreprises turcs se précipitent dans tous les coins de l'ancien Empire Otto-

man pour exaucer les rêves régionaux de l'AKP.

L'explosion régionale

Mais voilà que, partout dans la région, les populations se massent dans les rues et inaugurent les explosions « printemps arabes ». La Turquie, engagée comme elle l'est maintenant dans les pays secoués par les soulèvements, se trouve prise au piège. Libérale-normative, elle doit soutenir la démocratisation pour ne pas sacrifier son rayonnement culturel et politique. Etat-marchand ayant investi des milliards chez les Kadhafi ou les El-Assad, elle ne peut se permettre de les désavouer si facilement. Elle prend finalement l'option disruptive, espérant devenir le modèle-parrain des partis qui émergent de la contestation, partis souvent issus de la confrérie islamique des Frères Musulmans. Ghanouchi en Tunisie, Morsi en Egypte : l'un comme l'autre évoque l'expérience turque, islamique, démocratique et moderne, et le « parti-frère » AKP. En automne 2011, Erdoğan fait au Moyen-Orient une tournée triomphale. El-Assad, resté sourd aux tentatives de réformes que lui propose le gouvernement turc, s'enferme dans un cycle de violence dramatique : Erdoğan et Davutoğlu choisissent alors de le vouer aux gémonies de l'histoire.

Le retour du paradigme sécuritaire

Pour précipiter la chute de Bachar Al-Assad, la Turquie se compromet dans le financement et le soutien logistique à certains des opposants les plus radicaux au régime syrien, comportement jugé insupportable par les opinions publiques des alliés otaniens dans un contexte de recrudescence des actes terroristes en Occident. Le régime baathiste survit finalement à ce triste printemps et n'a pas fini d'haïr le régime turc. Dans l'interval, la guerre civile offre une opportunité politique aux formations kurdes syriennes proches du PKK, qui récupèrent territoires et dividendes politiques dans le combat contre l'Etat Islamique. En Libye, la Turquie a été contrainte de se joindre au dernier moment à l'intervention internationale en sa qualité de membre de l'OTAN, ce qui décrédibilise largement le symbole qu'elle avait envoyée au monde quand le passage sur le sol turc avait été refusé aux troupes américaines lors de l'invasion de l'Irak. Le modèle multipartite et parlementaire qui avait fait les grandes heures du *soft power* turc quelques années plus tôt n'inspire plus grand monde après la violente répression des manifestations de Gezi, douloureux symptôme des fractures de la société civile. La violence politique fait son retour dramatique dans l'équation avec la reprise des combats avec le PKK et la vague d'attentats qui frappe le pays sur fond de crise migratoire internationale. En réaction, le régime poursuit sa fuite en avant autoritaire.

D'une certaine manière, l'intégration régionale initiée par Davutoğlu et ses adeptes, au lieu d'être le socle de la paix régionale, a été la matière conductrice sur laquelle a pu s'accélérer la circulation des troubles politiques du monde arabe vers le monde turc, rendant finalement sa sagesse *post-mortem* au vieil adage : “we live in a bad neighborhood”.

— Nicolas Gastineau

Syrians in Istanbul, caught between realities

In Fatih district in Istanbul you can eat falafel from Damascus, buy roses from Aleppo, have your hair styled like Hazem Sharif in a Syrian Kuaför. You can go to a Syrian lawyer, a Syrian clinic, a Syrian beauty salon. You can go to a Yemeni restaurant run by Syrians and chew “Yemeni” khat, also from Syria. You can hear Syrian melodies playing variously from tongues, instruments, radios. You can walk many streets without hearing the sound of Turkish voices.

Syrians in Istanbul are living many different realities, in shifting politics. Stratified by class, religion, politics, ethnicity, cultural diversity, there are further cleavages of where in Syria they are from, personal identifiers, responses to displacement. For many their identity as Syrians has only been brought into being in exile. The signifier feels foreign to some - the “Syria” which has been reimagined as darkness, suffering, victimhood is a foreign land, in the foreign hands of other weapons, other journalists, other capitalist interests. Another Syria exists, if only in their memories.

Istanbul is not always experienced as a literal geographical space. The city is an extension of Syria for those recently assassinated here for their political views; those receiving the same stigmatism because of being Kurdish, or Yazidi, or women, or poor; for those who continue the same self-censorship endemic to realities in Syria. Urban refugees blur boundaries. The question of what it means to be a refugee complicates easy binaries between victim and entrepreneur, security threat and target, subject and object. Racism, hierarchy, exploitation still exists within the population, as well as towards them from their hosts. The environment in Turkey for Syrians is increasingly hostile, marked by suspicion, blame, rumour and violence.

Yet, the fluid character of displacement also opens up new spaces for social capital, just as it closes others. Since Syrians have been in Turkey in large numbers they have opened schools, hospitals, services, civic organisations. There are active cultural centres, media outlets, support groups, women’s groups. Many of these are facing increasing restrictions in an increasingly uncertain political environment, as the government shifts its initially welcome policy towards Syrians to a more centralized form of control and selective welcome of certain groups. Many Syrian run initiatives have been closed down, and still more conceal their identity behind innocuous fake street sides and boarded up entrances.

In Istanbul, the focus of this article, although there are many other Syrian run initiatives in the cities of Izmir and border cities of Gaziantep and Şanlıurfa to name a few, there is a private, essential, and largely invisible Syrian healthcare network which is opera-

ting in parallel to the Turkish public system. While the government is aware of the existence of such places they are not legally registered and therefore vulnerable to closure. These are clinics or dentist surgeries of varying sizes and capacities, run by Syrian doctors, pharmacists or trainee doctors who were not able to complete their degree before fleeing the war. They provide a range of general health services, gynaecology, injections, dentistry, blood tests, but most have no means to provide surgery. While Syrians who are registered under the Temporary Protection Status legal framework have access to Turkish public hospitals, many choose to go to a Syrian clinic owing the language and trust barriers, perceptions of racism

teachers and taught an Arabic-language curriculum approved by the education ministry of the Syrian Interim Government, a cabinet of Syrian opposition authorities in exile in Turkey, and modified by the Turkish Ministry of Education. In 2016 there were estimates that approximately 78 percent of Syrian students in Turkey attended TECs. From this September most students are expected to transfer to Turkish public schools, although problems with capacity may necessitate some Temporary Education Centres to remain open. The Turkish education system is itself the subject of debate and political division – already quite heavily nationalist, recent changes in the curriculum have removed Darwin’s theory of evolution and included teaching of the concepts of jihad, which literally means “struggle” or “effort” and refers to a believer’s struggle to live out the Muslim faith and the struggle to build a good Muslim society, as well as the more widely known Holy War. Syrian children are joining their Turkish and Kurdish sisters and brothers in an increasingly devout learning regime.

Aside from service provision, Syrians are active in cultural, artistic and social spheres. Hamisch, a Syrian Cultural House meaning ‘margin’ in Arabic, is a space for collaboration between artists, academics, intellectuals and writers from Syria, Turkey and elsewhere. It’s motto in Arabic, Turkish, Kurdish, English, Armenian, and French, describes an independent ‘space-in-exile’ for critical debate, and the communication of ideas, and practices in the field of culture. Various Arabic bookshops, their numbers increasing down the backstreets of Fatih district, provide spaces for exchange and cultural enrichment. Syrian musicians have been opening channels of communication and expression for the past six years playing on the streets, bars, homes, concert halls, mixing buzuq players, qanun players, oud players in melodies and harmonies of remembrance and creation. Rozana.fm is an alternative media channel that broadcasts the cultural and social hub of the Syrian community in Turkey.

It is an increasingly uncertain future. Already marked by precarity and ambiguity, Syrians in Turkey are facing the prospect of changing relations between the governments of Turkey and Syria. They

are under the control of other forces. Their temporary protection legal status can be revoked at any time by the Turkish Council of Ministers. Some, those with education and skills, are being hand-selected for Turkish citizenship in an opaque process happening behind closed doors without order or accountability. For them, Turkey will be their home and the homes of their children. For others the future is unknown.

— Helen Mackeath



Laura Lafon - Dersim, Août 2013

from the staff in Turkish hospitals and, in some cases, cultural differences in the practicing of medicine. For the sizeable number of Syrians who are not registered, they provide the only means of healthcare.

Prior to the government attempting to place all registered Syrian children in Turkish public schools last year there was also a large school system, known as Temporary Education Centres (TECs). These employed Syrian